

Le militantisme européen, une approche générationnelle (des années 1920 au début des années 1950)

Jean-Michel Guieu

L'idée européenne marquée par « des années vingt flamboyantes, des années trente résistantes, des années quarante renaissantes, des années cinquante entreprenantes¹ » a été promue durant toute cette période par un actif militantisme, porté essentiellement par certaines élites européennes. Par militantisme européen, nous entendons l'action collective menée par un certain nombre d'individus par le biais de structures de propagande spécifiques, afin de faire triompher l'idée d'unité européenne auprès de l'opinion publique et des sphères décisionnelles. Cet activisme pro-européen connaît durant le premier XX^e siècle ses heures les plus fastes, mais aussi les plus sombres, que l'on songe au dévoiement de l'idéal européen à l'époque de la Seconde Guerre mondiale.

Si l'on exclut l'*European Unity League* fondée en Angleterre en 1913 par Max Waechter, c'est au lendemain de la Grande Guerre que le militantisme pro-européen apparaît sous une forme relativement organisée et structurée. Toutefois, au cours des quatre décennies qui seront l'objet de notre étude, on peut observer que le militantisme européen revêt une grande variété de formes et une grande diversité de contenus. L'approche générationnelle, utilisée de longue date et avec succès par l'histoire des idées (notamment, par l'histoire littéraire, puis par l'histoire des intellectuels), peut-elle se révéler pertinente pour comprendre les évolutions du militantisme européen ? Ne peut-on pas identifier des spécificités communes à chaque génération de militants, chacune ayant une façon nouvelle de sentir et de comprendre l'unité européenne différente de la génération précédente ? La clé générationnelle fournit-elle, en quelque sorte, un outil efficace pour comprendre les ressorts et les spécificités du militantisme européen ?

Le rythme décennal, selon lequel François Mentré estimait, dans l'ouvrage *Les Générations sociales* (1920), que les générations se succédaient, semble assez opératoire pour conduire notre étude, ainsi que le montreront les lignes qui suivent. Nous serons ainsi amené à distinguer un militantisme européen des années vingt, plutôt porté par des « notables » (hommes politiques et intellectuels reconnus), d'un européisme des années trente, plutôt incarné par des générations plus jeunes et soucieuses de renouveler le contenu de l'européisme, alors que, des lendemains de la Seconde Guerre mondiale jusqu'au milieu des années cinquante (qui marque le déclin du militantisme européen), on assiste à la coexistence de différentes générations de militants qui s'affrontent, les aînés ayant tendance à défendre un européisme du possible, plus prudent que celui de leurs cadets attirés par la solution fédérale.

¹ Robert Frank et Christophe Le Dréau, « Introduction », dans « Les militantismes pour l'Europe d'un après-guerre à l'autre (1919-1950) », *Cahiers IRICE*, n°1, 2008, p. 9.

Jean-Michel Guieu, « Le militantisme européen, une approche générationnelle (des années 1920 au début des années 1950) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°10, janvier-avril 2010, www.histoire-politique.fr

Notre démarche sera, inévitablement, empreinte d'un certain schématisme parfois réducteur, la complexité du réel échappant à une catégorisation aussi systématique. Nous nous risquons néanmoins à proposer au lecteur, à l'appui des nombreux travaux récents, une première série de remarques synthétiques sur la question des générations de l'europhisme militant qui demanderont, par la suite, à être affinées, voire rectifiées sur certains aspects que nous espérons mineurs.

Le militantisme des années vingt : garantir la paix par l'Europe unie mais dans le respect des souverainetés nationales

Un militantisme de « notables »

La Première Guerre mondiale a profondément traumatisé les Européens : « Tout ne s'est pas perdu mais tout s'est senti périr », selon la célèbre formule de Paul Valéry. L'aspiration à une paix durable est donc profonde au sein des sociétés européennes, mais les solutions mises en place par les vainqueurs, la Société des Nations au premier plan, semblent vite montrer leurs limites, du fait, notamment, du retour des États-Unis à leur isolationnisme traditionnel. Face à une Europe livrée à la rivalité franco-allemande, faible devant une puissance américaine de plus en plus hégémonique, et saisie par la hantise de la décadence morale, un désir d'unité européenne s'empare d'un certain nombre d'élites européennes, politiques, économiques ou culturelles. Celles-ci se rassemblent au sein d'organisations militantes qui se consacrent exclusivement à la promotion de l'idée européenne. Qu'elles soient à finalités plus spécifiquement économiques – comme l'Union douanière européenne – ou intellectuelles – comme le *Kulturbund* (Fédération des Unions intellectuelles) – ou qu'elles prétendent à des objectifs plus vastes, voire plus vagues – comme l'Union paneuropéenne ou le Comité fédéral de coopération européenne –, ces associations privées sont largement inspirées et animées par des hommes d'âge plutôt mûr, des hommes politiques ou des intellectuels reconnus, généralement quinquagénaires, notamment, en France (Émile Borel, le président du Comité fédéral de coopération européenne, est né en 1871 ; Louis Loucheur, le président de la section française de Pan-Europe, est né en 1872 ; Yves Le Trocquer, le président du Comité français de l'Union douanière européenne, est né en 1877 ; etc.), voire un peu plus jeunes, tels les Allemands Heinrich Mann (né en 1871) et Wilhelm Heile (né en 1881), le Belge Irénée van der Ghinst (né en 1884), les Espagnols Jose Ortega Y Gasset (né en 1883) et Salvador de Madariaga (né en 1886), les Britanniques Arthur Salter (né en 1881) et Walter Layton (né en 1884), le Hongrois Elemer Hantos (né en 1880), etc.

De ce point de vue, la figure du comte tchécoslovaque Richard Coudenhove-Kalergi fait exception : il n'a, en effet, pas trente ans lorsqu'il publie, en 1923, son ouvrage programmatique *Pan-Europe*, qu'il dédie d'ailleurs à la « jeunesse européenne », « appelée à édifier sur les ruines de l'ancienne Europe une Europe nouvelle, à

Jean-Michel Guieu, « Le militantisme européen, une approche générationnelle (des années 1920 au début des années 1950) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°10, janvier-avril 2010, www.histoire-politique.fr

substituer à l'Europe anarchique une Europe organisée² ». Cet appel à la jeunesse est symboliquement mis en scène lors du premier congrès paneuropéen qu'il organise à Vienne, en octobre de 1926, par l'accolade que se donnent un étudiant français, Jean Luchaire, représentant des Jeunesses républicaines de France, et le président de la section étudiante berlinoise de Pan-Europe, Walter Engesser, tous deux s'engageant par serment à « ne pas oublier notre devoir de convaincre l'ensemble de la jeunesse de notre pays en faveur de la Pan-Europe ». La branche allemande de Pan-Europe encouragea le développement de sections étudiantes à travers le pays. Celle de Francfort ne comptait que vingt-cinq membres en 1928, mais se révéla particulièrement active, cherchant à se rapprocher avec d'autres associations étudiantes pacifistes et encourageant le séjour d'étudiants allemands en France. Mais, dans l'ensemble, les jeunesses européennes restèrent, malgré tout, assez peu sensibles à l'action européiste³.

Une vision modérée de la construction européenne

Les champions de l'européisme des années vingt développent une vision européenne assez prudente qui s'ancre, en grande partie, dans les théories héritées du XIX^e siècle, notamment, l'idéal de « la paix par le droit ». Il s'agit de construire une Europe unie qui garantisse la paix, par la mise en place entre nations européennes de liens juridiques les plus lâches possibles et les plus respectueux des spécificités nationales. Le vocabulaire employé à cette époque est volontairement fort imprécis, les mots de fédération, de confédération, d'association, de coopération européenne étant utilisés presque de manière synonyme. Si un intellectuel comme Heinrich Mann évoque, en 1923, l'Europe comme un « État suprême », cette génération semble néanmoins orienter ses espoirs vers les formules les plus souples. C'est le cas, notamment, du Comité fédéral de coopération européenne, dont l'intitulé constitue déjà, en soi, un programme et qui défend une approche gradualiste de la construction européenne qui soit en accord avec les possibilités du temps. Son président, Émile Borel, indique ainsi qu'il faut éviter d'« avoir dès le début des ambitions excessives ou utopiques⁴ », et considérer simplement les « États-Unis d'Europe » comme un « idéal vers lequel doivent tendre progressivement les peuples de l'Europe, s'efforçant, les uns les autres, de le réaliser⁵ ». Richard Coudenhove-Kalergi, qui préfère parler de « Pan-Europe » plutôt que d'« États-Unis d'Europe », est amené, lui aussi, à mesure des contacts qu'il établit avec les hommes politiques de son temps, à revoir son programme dans un sens moins ambitieux, se rapprochant du modèle de confédération européenne d'États souverains.

Le plan du ministre français des Affaires étrangères, Aristide Briand, lancé à Genève en 1929 en faveur d'une « sorte de lien fédéral européen », est l'incarnation de cette

² Richard Coudenhove-Kalergi, *Pan-Europe*, p. 10, cité par Frank Théry, *Construire l'Europe dans les années vingt. L'action de l'Union paneuropéenne sur la scène franco-allemande, 1924-1932*, Genève, Institut européen de l'Université de Genève, 1998, p. 97.

³ F. Théry, *Construire l'Europe...*, *op. cit.*, p. 97-98.

⁴ Émile Borel, « Le congrès de l'Union interparlementaire », *Le Monde Nouveau*, 15 octobre 1928, p. 546-547.

⁵ Union interparlementaire, *Compte-rendu de la XXV^e conférence*, Lausanne, Payot, 1928, p. 271-272.

Jean-Michel Guieu, « Le militantisme européen, une approche générationnelle (des années 1920 au début des années 1950) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°10, janvier-avril 2010, www.histoire-politique.fr

pensée européiste qui se veut raisonnable, qui, d'un côté, renvoie au mythe mobilisateur de la Fédération européenne et, de l'autre, promet de ne toucher à la souveraineté d'aucune des nations qui en fera partie. Briand plaide donc pour une simple coopération européenne qui institutionnaliserait le dialogue d'États souverains.

Une génération frappée de pessimisme dans les années trente

Cette génération militante politique et intellectuelle issue des années vingt est marquée, dans les années trente, par un « profond pessimisme » reflété par la formule d'Henri Hauser qui parle de l'Union européenne, en 1935, comme d'une « religion à laquelle personne ne croit plus⁶ ». Un certain nombre de titres d'ouvrages sont révélateurs : le Suisse Gonzague de Reynold (né en 1880) publie, en 1934, *L'Europe tragique* ; André Siegfried (né en 1875) parle, en 1935, de *La Crise de l'Europe* ; et Francesco Nitti (né en 1868) prophétise, en 1938, *La Désagrégation de l'Europe* : à l'en croire, « la guerre totale en Europe, dans un avenir prochain, pourrait signifier l'engloutissement de la civilisation européenne⁷ ». Cette génération ne croit donc plus vraiment à la possibilité d'une réalisation prochaine de l'idéal européen mais continue, néanmoins, de maintenir, certes avec grande difficulté, les structures existantes, tels Richard Coudenhove-Kalergi et son Union paneuropéenne ou Émile Borel et le Comité fédéral de coopération européenne. Mais, circonspecte à l'égard du rapprochement avec l'Allemagne nazie, elle ne s'illustre qu'assez peu dans le soutien à l'Europe allemande durant la Seconde Guerre mondiale, à l'exception notable, par exemple, du publiciste français Francis Delaisi.

Certains survivants de ce militantisme européen de la première époque se retrouveront après la Seconde Guerre mondiale dans le combat en faveur de l'Europe « unie », ce qu'on appellera alors l'unionisme, par opposition à un fédéralisme européen plus exigeant. Les idées qu'ils défendent seront donc largement inspirées de l'entre-deux-guerres et des souvenirs du briandisme. Joseph Paul-Boncour continuera ainsi de défendre, après guerre, l'Europe des patries contre l'Europe supranationale, se référant à l'Union européenne de Briand, rendant grâce à l'ancien ministre des Affaires étrangères d'avoir conçu une organisation européenne « sous la forme la plus prudente, la meilleure⁸ ». Le projet Briand « ne voulait pas intégrer » et maintenait les patries « qui quoiqu'en veuille une fraction de l'opinion n'ont pas le goût de mourir⁹ ».

Le militantisme des années trente, la relève de la jeunesse ?

⁶ Bernard Bruneteau, *Histoire de l'idée européenne au premier XX^e siècle à travers les textes*, Paris, Armand Colin, 2006, p. 109.

⁷ Francesco Nitti, *La Désagrégation de l'Europe*, Paris, 1938, cité par B. Bruneteau, *Histoire de l'idée européenne...*, *op. cit.*, p. 119.

⁸ Archives nationales (Paris), 324 AP 50, « Avec l'apôtre de la paix », Interview de Paul-Boncour, [s.d.].

⁹ *Ibid.*, Notes de Joseph Paul-Boncour pour un discours à l'Académie diplomatique le 4 juin 1963.

Jean-Michel Guieu, « Le militantisme européen, une approche générationnelle (des années 1920 au début des années 1950) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°10, janvier-avril 2010, www.histoire-politique.fr

Un rajeunissement de l'engagement européen

Les années trente, qui ont été trop souvent considérées comme des années « blanches » de l'engagement européen, doivent être aujourd'hui reconsidérées à la lumière des travaux les plus récents. Elles sont, en réalité, une période d'intense bouillonnement de l'activisme européen, notamment dans un certain nombre de pays moins touchés par l'europhisme à dominante française des années vingt, tels la Belgique, la Suisse ou l'Angleterre.

De nouveaux groupements promouvant l'unité européenne apparaissent même, qui consacrent la montée en puissance d'équipes plus jeunes, comme c'est le cas de l'Union Jeune Europe lancée à Genève, le 1^{er} septembre 1930, et animée par une « génération d'hommes qui, jeunes pour la plupart, allaient marquer les activités européenistes en Suisse pendant plus de trois décennies¹⁰ ». Son initiateur est Simon Gauthier (1892-1960), petit industriel suisse de la chimie fine et de la parfumerie. Il est secondé par Fernand-Lucien Mueller (1903-1978) et entouré par le physicien Auguste Pazziani (1896-1938), l'écrivain Maurice Kuès (1890-1959) et le juge André Fontana (1905-1973). L'économiste Robert Guye (1898) est l'idéologue du mouvement, proposant une conception fort élaborée de Fédération économique des peuples européens. Le mouvement s'exporte vers la France puis, dès 1932, en Allemagne, en Belgique au Luxembourg et aux Pays-Bas. En 1933, il prend le titre de Ligue pour les États-Unis d'Europe, l'ancienne appellation étant réservée aux cadets du mouvement. Le succès est au rendez-vous puisque la section bruxelloise, dirigée par Édouard Didier (1895-1978), recrute 5 000 membres en moins d'un an de propagande¹¹.

En juin 1934, c'est à nouveau en Suisse – important creuset de l'idée européenne dans les années trente –, à Bâle, que naît l'« Europa-Union », issue d'une fusion entre le groupe bâlois de l'« Union Jeune Europe » et la section suisse de « Paneuropa » du comte Coudenhove-Kalergi. Le mouvement est fondé par Hans Bauer Andersen (1901-1995), rédacteur en chef des pages économiques à la *National Zeitung* de Bâle. En Grande-Bretagne, nation assez peu sensible à l'europhisme continental des années vingt, la fin des années trente est marquée par un certain « âge d'or », et c'est ainsi qu'en 1938 trois jeunes inconnus, qui n'avaient pas encore atteint la trentaine, Derek Rawnsley, Patrick Ransome et Charles Kimber fondent *Federal Union* : dans le contexte des accords de Munich, ils refusent nettement le pacifisme sentimental et plaident pour des abandons de souveraineté au profit d'une fédération européenne. L'activisme pro-européen des années trente est ainsi fortement marqué par l'action de jeunes élites « qui se posent en relèves d'élites politiques et intellectuelles jugées

¹⁰ Lubor Jilek, *L'Esprit européen en Suisse de 1860 à 1940*, Lausanne, Cahiers d'histoire contemporaine, 1990, p. 48.

¹¹ Voir Geneviève Duchenne, *Esquisses d'une Europe nouvelle. L'europhisme en Belgique de l'entre-deux-guerres (1919-1939)*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2008, chapitre V.

Jean-Michel Guieu, « Le militantisme européen, une approche générationnelle (des années 1920 au début des années 1950) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°10, janvier-avril 2010, www.histoire-politique.fr

défaillantes¹² » et qui trouvent à s'exprimer au sein de l'Union Jeune Europe en Belgique, de *Gegner* en Allemagne ou de *New Britain* en Grande-Bretagne, pendant britannique du mouvement français Ordre Nouveau, fondé par l'exilé Serbe Dimitrije Mitrovic qui passe du fédéralisme nationaliste yougoslave au fédéralisme régionaliste en Grande-Bretagne, avant d'en arriver, devant la montée de la crise, à un fédéralisme européen¹³. Ces « nouvelles relèves », ainsi que les a baptisées Olivier Dard, sont apparues à la fin des années vingt, mais c'est véritablement les années trente qui servent de catalyseur à leur action. Figure incontestable de ces « nouvelles relèves », Jean Luchaire (né en 1901) a bien décrit cette « génération réaliste » qui, à l'instar de la précédente, a été marquée par l'horreur de la guerre mais qui entretient avec elle une certaine incompréhension, l'accusant d'avoir œuvré à un « retour au vieux monde » d'avant 1914¹⁴, notamment, par la signature du traité de Versailles. Luchaire fonde, en 1927, *Notre Temps* qui se veut le carrefour des « nouvelles générations européennes ».

Ces jeunes élites européennes formulent ainsi des projets de transformation en profondeur des États et des sociétés de leurs temps, mais marqués par une grande diversité. Olivier Dard distingue deux projets : celui des « réalistes » (tels Luchaire et le cercle de *Notre Temps*) qui s'organise « autour d'un triptyque fondé sur la modernisation de l'économie, la réforme de l'État et l'intégration européenne » ; celui des « spiritualistes » (incarné, notamment, par *Plans, Ordre Nouveau, Esprit*) qui, lui, est « axé au contraire sur une critique diversement formulée de la technique et de la modernité et aspirant à la recherche d'un nouvel humanisme fondé sur le primat du spirituel¹⁵ ».

Une réponse européenne à la crise

Ces jeunes activistes sont marqués par un fort pacifisme. Jean Luchaire, comme beaucoup de jeunes gens de sa « génération », se sent profondément « pacifique » et entend « crier bien haut son dégoût pour la guerre » et « lutter contre le militarisme et les manifestations politiques qui en découlent »¹⁶. La priorité de cet engagement européen des années trente concerne le rapprochement franco-allemand qui doit naître d'une autre politique à l'égard de l'Allemagne. Il semble que, pour Luchaire, il n'y ait plus lieu de « punir » l'Allemagne, car il n'est pas justifié de faire « peser éternellement sur un peuple un châtement mérité ou non »¹⁷. En 1930, il fait la connaissance d'Otto Abetz, le futur ambassadeur d'Allemagne en France occupée en 1940, alors jeune professeur de dessin très francophile, et participe à une rencontre

¹² Olivier Dard et Étienne Deschamps, « Introduction », dans Olivier Dard et Étienne Deschamps (dir.), *Les Relèves en Europe d'un après-guerre à l'autre*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, 2005, p. 15.

¹³ Christophe Le Dréau, « L'Europe des non-conformistes des années trente. Les idées européennes de *New Britain* et *New Europe* », dans O. Dard et É. Deschamps, *Les Relèves...*, *op. cit.*, p. 326.

¹⁴ Voir Olivier Dard, *Le Rendez-vous manqué des relèves des années trente*, Paris, PUF, 2002, p. 20.

¹⁵ *Ibid.*, p. 285.

¹⁶ Claude Lévy, *Les Nouveaux Temps et l'idéologie de la collaboration*, Paris, Presses de Sciences Po, 1974, p. 12.

¹⁷ Jean Luchaire, *De l'Union fédérale européenne à la réforme de l'État français*, Paris, Les Cahiers Bleus, 1930, p. 21.

Jean-Michel Guieu, « Le militantisme européen, une approche générationnelle (des années 1920 au début des années 1950) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°10, janvier-avril 2010, www.histoire-politique.fr

entre jeunes Français et Allemands, à l'été 1930, sur le Sohlberg, en Forêt Noire, à l'issue de laquelle un « cercle de Sohlberg » est créé pour continuer le mouvement. Une partie des « non-conformistes » spiritualistes partagent cette idée du rapprochement franco-allemand, qui paraît une étape indispensable vers l'Europe unie. Les animateurs de la revue *Plans* entrent ainsi en contact avec la revue *Der Gegner*, dont l'allemand Harro Schulze-Boysen (1909-1942) est le rédacteur en chef. Une rencontre franco-germano-belge a lieu à Francfort en février 1932. Elle a pour objectif de conscientiser la jeunesse franco-germano-belge à la nécessité d'une révolution à entreprendre et d'un fédéralisme européen à construire par une jeunesse divisée par les malentendus. À sa suite, le 1^{er} mars 1932, se constitue un « front unique de la jeunesse européenne¹⁸ ». L'Union Jeune Europe belge entend, elle aussi, travailler à la réconciliation franco-allemande et publie dans son *Bulletin* mensuel de nombreux articles sur la nécessité de faire l'Europe avec l'Allemagne. Ce faisant, elle rencontre « fortuitement les objectifs d'une diplomatie parallèle allemande soucieuse, dès l'été 1934, de convaincre des intentions pacifistes du III^e Reich¹⁹ ».

Ces jeunes générations défendent également une vision plus exigeante de l'unité européenne. Gaston Riou, membre éminent des « Jeunes Turcs » du parti radical, préconise nettement une formule fédérative dans *Europe ma patrie* (1928) : ayant à l'esprit le modèle helvétique et celui de l'Empire allemand de Bismarck, il veut constituer « non pas une Société des Nations d'Europe, mais un Reich d'Europe, mais des États-Unis d'Europe... Un véritable État avec unité douanière, monétaire, diplomatique, militaire et navale²⁰ ». Ces projets manquent souvent encore de précision juridique et certains font même l'économie du volet institutionnel, comme c'est le cas de l'Europa Union en Suisse, qui insiste surtout sur le libre-échange. Le mouvement britannique *Federal Union* se montre plus précis, se battant pour l'établissement d'un grand « *commonwealth* » de peuples libres qui seraient prêts « à transférer à un gouvernement commun la gestion de domaines qui les concerne tous²¹ », c'est-à-dire, la politique étrangère, les forces armées, le commerce et la finance internationales, les colonies. Un gouvernement commun serait élu par des élections fédérales organisées démocratiquement.

Les impasses de la Seconde Guerre mondiale

Ce fédéralisme des années trente, malgré son audience souvent assez faible, est fondamental pour l'avenir du militantisme européen. En effet, un certain nombre de jeunes européistes fervents, Bertrand de Jouvenel, Raymond De Becker (jeune catholique belge) ou Jean Luchaire se laissent séduire par le volontarisme de la propagande hitlérienne en faveur de la construction d'une Europe nouvelle. Leur

¹⁸ O. Dard, *Le Rendez-vous...*, *op. cit.*, p. 137.

¹⁹ Geneviève Duchenne, « Regards sur l'engagement européiste dans la Belgique d'entre-deux-guerres (1919-1939) », *Cahiers IRICE*, n°1, 2008, disponible en ligne sur <http://irice.cnrs.fr/spip.php?article342> (page consultée le 30 juin 2009).

²⁰ Gaston Riou, *Europe, ma patrie*, 1928, cité par B. Bruneteau, *Histoire de l'idée européenne...*, *op. cit.*, p. 94.

²¹ *Federal Union – introductory leaflet* (1939), disponible en ligne sur <http://www.federalunion.org.uk/archives/pdfs/membershipleaflet.pdf> (page consultée le 30 juin 2009).

Jean-Michel Guieu, « Le militantisme européen, une approche générationnelle (des années 1920 au début des années 1950) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°10, janvier-avril 2010, www.histoire-politique.fr

idéalisme les conduit ainsi à considérer comme accessoire le contenu (la démocratie libérale), par rapport au contenant (la fédération). Mais ce rapprochement illusoire avec le régime hitlérien aura pour mérite de ruiner, après guerre, tout européisme qui ne serait pas authentiquement démocratique. Il faut signaler que bien des membres de ces « jeunes relèves » rejoindront le camp de la Résistance, à l'instar d'Alexandre Marc.

D'autre part, le fédéralisme « non-conformistes » des années trente nourrira l'engagement européen de l'après-guerre. De nombreux dirigeants de l'Union européenne des fédéralistes (Alexandre Marc, Hendrik Brugmans, Denis de Rougemont) seront issus de cette mouvance du fédéralisme dit « intégral », c'est-à-dire, un fédéralisme devant s'appliquer à tous les aspects de la vie humaine, par la lutte contre les centralismes nationaux au profit des corps intermédiaires (comme les régions). C'est la lecture de certains exemplaires de la revue *Esprit* qui provoque ainsi, chez Hendrik Brugmans, ancien député social-démocrate néerlandais, interné pendant la guerre dans un camp d'otages, un engagement pour la cause personnaliste puis, rapidement, pour le fédéralisme européen.

Le militantisme d'après 1945, un conflit générationnel ?

La cohabitation de plusieurs générations de mouvements européens

La Seconde Guerre mondiale réintroduit progressivement l'idée européenne sur la scène politique du vieux continent et permet la ré-émergence d'un militantisme organisé qui peut, dorénavant, s'appuyer sur une plus forte demande populaire d'unité européenne. C'est désormais par dizaines que se comptent les groupes ou mouvements pro-européens opérant dans un climat d'enthousiasme qui ne se retrouvera jamais plus, tout en se livrant à une lutte acharnée. La scène européiste est alors marquée par la cohabitation de plusieurs générations de mouvements pro-européens, au sein desquels le courant fédéraliste fait preuve d'un incontestable succès.

Tout d'abord, deux mouvements économiques des années vingt ont survécu à la guerre : l'Union douanière européenne (née en 1925) qui s'est transformée, sous l'impulsion de son président, Gaston Riou, en Union économique et fédérale européenne et qui s'agrège à l'Union européenne des fédéralistes ; et le Comité d'action économique et douanière (né en 1925), de Jacques Lacour-Gayet et Daniel Serruys, qui se mue en Comité français de la Ligue indépendante de coopération économique européenne.

D'autre part, un certain nombre de mouvements nés dans les années trente se fondent dans la mouvance fédéraliste : *Europa Union* (Suisse), *New Britain* et *Federal Union* (Grande-Bretagne). Mais la guerre a aussi suscité la naissance de nouveaux mouvements fédéralistes issus de certains courants de la Résistance : le

Jean-Michel Guieu, « Le militantisme européen, une approche générationnelle (des années 1920 au début des années 1950) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°10, janvier-avril 2010, www.histoire-politique.fr

Movimento Federalista Europeo, créé en août 1943 à Milan par Altiero Spinelli, l'*Europeesche Actie*, créé en janvier 1945 aux Pays-Bas, la Fédération, fondée en France le 4 octobre 1944 ou encore, le Comité international pour la Fédération européenne qui voit le jour en mars 1945 et qui est issu du Mouvement de libération nationale.

Les années de l'immédiat après-guerre sont aussi la période privilégiée de création de mouvements européens qui vont marquer l'activisme pro-européen de la fin des années 1940 et du début des années 1950. Le célèbre discours prononcé par Churchill à Zurich, le 19 septembre 1946, joue un incontestable rôle d'entraînement et donne à l'europhisme un écho beaucoup plus important au sein des opinions européennes. En janvier 1947, Churchill fonde lui-même l'*United Europe Movement* qui défend une approche pragmatique et gradualiste typiquement britannique, et dont le Conseil français pour l'Europe unie, présidé par Raoul Dautry, constitue la branche française. Dans le domaine économique est constituée, en mars 1947, la Ligue indépendante de coopération économique européenne, présidée par Paul van Zeeland. Ces mouvements sont en compétition avec des organisations qui défendent une Europe nettement fédérale, tels l'Union européenne des fédéralistes (créée en décembre 1946), le Comité international d'étude et d'action pour les États-Unis socialistes (février 1947) qui regroupe l'aile gauche du socialisme européen et qui deviendra le Mouvement socialiste pour les États-Unis d'Europe, ou encore, les Nouvelles équipes internationales de tendance démocrate-chrétienne (mars 1947).

Le conflit unionistes/fédéralistes

Les unionistes, dont les représentants les plus qualifiés sont Édouard Herriot (1872-1957), Paul Reynaud (1878-1966), Paul Ramadier (1888-1961), Paul Bastid (1892-1974), Paul Van Zeeland (1893-1973) ou Winston Churchill lui-même (1874-1965), sont des hommes qui ont eu souvent la charge du pouvoir, avant ou pendant la guerre, et qui, aux yeux des fédéralistes, incarnent les idéologies discréditées par la guerre. Les fédéralistes pensent qu'eux seuls peuvent réellement proposer des solutions profondément nouvelles. Il est vrai qu'ils appartiennent, dans l'ensemble, à des générations plus jeunes, ils sont souvent nés dans la première décennie du siècle, tels Ronald Mackay né en 1902, Alexandre Marc en 1904, Hendrik Brugmans et Denis de Rougemont en 1906, Altiero Spinelli en 1907. Les témoins du congrès de La Haye qui fut, en mai 1948, un grand rassemblement de personnalités pro-européennes, notèrent à l'époque que l'« Union fédéraliste européenne apportait à ce congrès de la jeunesse, de l'enthousiasme et de la chaleur²² ». Les mouvements fédéralistes jouent effectivement un rôle de premier plan dans le débat européen de l'après-guerre : « C'est le fédéralisme qui donne le ton²³ » ! À la différence des unionistes, les fédéralistes ont des troupes nombreuses et imaginent ouvrir au plus grand nombre un activisme européen autrefois trop cantonné aux élites. « C'est par

²² Louis Camu, « Le congrès de l'Europe », *Revue générale belge*, mai 1948, p. 186, disponible sur <http://www.ena.lu/undefined-1-28599> (page consultée le 30 juin 2009).

²³ Pierre Du Bois, « Le mouvement européen au lendemain de la Seconde Guerre mondiale », *Relations internationales*, n°48, hiver 1986, p. 412.

Jean-Michel Guieu, « Le militantisme européen, une approche générationnelle (des années 1920 au début des années 1950) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°10, janvier-avril 2010, www.histoire-politique.fr

l'engagement militant qu'ils souhaitent susciter que les fédéralistes se démarquent, reprochant aux européistes d'avant-guerre d'avoir développé une doctrine trop coupée de la réalité, jugée rétrograde, voire réactionnaire, et dont le symbole reste à leurs yeux la personne de Richard Coudenhove-Kalergi²⁴. »

Les fédéralistes professent, en effet, un assez grand mépris pour tout ce qui vient de l'entre-deux-guerres, même si, du point de vue doctrinal, comme on l'a vu, les membres de l'Union européenne des fédéralistes empruntent beaucoup aux réflexions des années trente. « Les fédéralistes s'opposent donc à l'angélisme naïf qui, selon eux, caractérisait ceux qui ont voulu faire l'Europe dans l'entre-deux-guerres, aussi bien les hommes de lettres que les hommes politiques : Aristide Briand est particulièrement visé dans tout ce qu'il a entrepris, le symbole restant le Pacte qu'il signa contre la guerre avec Kellogg en 1928²⁵. » Ce qui met, par exemple, en porte-à-faux Gaston Riou qui est un peu le témoin vivant de l'europhisme de l'entre-deux-guerres, mais dont l'association est marginalisée et dont la présence au sein du mouvement européen irrite même certains qui, comme René Courtin, lui reprochent ses relations avec les autorités de Vichy.

Un abîme d'incompréhension semble désormais opposer les pacifistes européens des années vingt et les fédéralistes des années quarante. En avril 1948, Jules Prudhommeaux, apôtre du pacifisme juridique et d'une Europe briandiste dans les années vingt, regrette ainsi que l'Union européenne des fédéralistes (UEF) ne dise pas un mot de la *Paix par le Droit* : « Ils pensent sans doute que nous retardons. [...] Or, nos programmes ne sont pas opposés, ils se complètent²⁶. »

Solutions nouvelles contre procédés anciens ?

Unionistes et fédéralistes s'opposent nettement sur l'Europe à construire et la place que doivent y jouer les États-nations. Les fédéralistes considèrent, à l'aune de l'expérience des deux guerres mondiales, que la paix durable ne peut provenir que de la fin du système des États-nations. La faillite des solutions classiques et la hantise de l'échec de l'entre-deux-guerres inspirent constamment la pensée des fédéralistes. Dès l'époque de la guerre, l'engagement européen du résistant Henri Frenay procède d'un désir de transformer la réalité historique en luttant contre les déviances du nationalisme et en relativisant la place de l'État-nation. Dans une lettre rédigée le 8 novembre 1942, il écrit au général de Gaulle : « L'erreur capitale, le péché mortel devant l'Histoire serait de vouloir restaurer ces États dans la plénitude d'une illusoire souveraineté. Le libre droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, étant donné la mosaïque des peuples qui constitue le continent européen, doit être considéré comme l'une des causes principales de la guerre actuelle²⁷. » Les résistants antifascistes italiens, Altiero Spinelli et Ernesto Rossi, écrivent eux aussi dans le célèbre manifeste

²⁴ Bertrand Vayssière, *Vers une Europe fédérale ? Les espoirs et les actions fédéralistes au sortir de la Seconde Guerre mondiale*, Berne, Peter Lang, 2006, p. 100.

²⁵ *Ibidem*.

²⁶ Archives départementales du Gard (Nîmes), 5J9, Lettre d'Auguste Laune adressée à Théodore Ruysen, 28 avril 1948.

²⁷ Cité par Robert Belot, Henri Frenay, *De la Résistance à l'Europe*, Paris, Seuil, 2003, p. 473.

Jean-Michel Guieu, « Le militantisme européen, une approche générationnelle (des années 1920 au début des années 1950) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°10, janvier-avril 2010, www.histoire-politique.fr

de Ventotene (juin 1941) que « le problème qu'il faut résoudre tout d'abord – sous peine de rendre vain tout autre progrès éventuel – c'est celui de l'abolition définitive de la division de l'Europe en États nationaux souverains²⁸ ». Leur inclination va donc nettement dans le sens d'une Europe fédérale.

Les unionistes sont évidemment effrayés par la révolution que les fédéralistes veulent faire subir au système international : « Ils débute par une sorte de coup d'État international qui jette par terre tous les pactes et tous les traités, renverse les souverainetés nationales et nargue les droits reconnus des nations tierces, rétives à l'Union ou extra-européennes²⁹ », ainsi que le déplore Paul Ramadier qui réclame, lui, le maintien des nations : « Les détruire par une sorte d'opération chirurgicale, n'est-ce pas priver l'Europe de ce qui fait sa force et forme les premiers linéaments de son unité ? Il est probable, il est certain que ces liens ne suffisent ni à la restauration européenne, ni au progrès de sa prospérité, ni à son unité politique. Mais on ne saurait nier que si la réalité doit évoluer, il serait dangereux de n'en pas tenir compte³⁰. »

Dans ces conditions, le regroupement des forces européistes, nécessaire au succès de la cause européenne, s'avère difficile. La création, en novembre 1947, du Comité international de coordination des mouvements pour l'unité européenne, sous la direction du Britannique Duncan Sandys, gendre de Churchill, qui se transforme, en octobre 1948, en Mouvement européen, et dont les instances sont dominées par les unionistes, alimente la méfiance entre les deux grandes familles pro-européennes. Lorsque, après la création du Conseil de l'Europe en mai 1949, le Mouvement européen entreprend pourtant aussitôt de réfléchir aux possibilités d'amendement de son statut, de fortes tensions se font jour au sein de son exécutif, entre, d'une part, des Britanniques, regroupés derrière Sandys, plutôt satisfaits de la nouvelle institution, et les « maximalistes » de l'UEF qui en réclament sa réforme profonde. De ce fait, la dynamique européenne ne peut plus guère provenir du Mouvement européen : elle sera bientôt alimentée par la méthode de l'intégration fonctionnelle, celle de Jean Monnet, contenue dans la déclaration Schuman du 9 mai 1950, qui réussit à dépasser les affrontements entre unionistes et fédéralistes et à mettre en place une petite Europe des Six reposant sur de réels transferts de souveraineté et permettant efficacement la réconciliation franco-allemande.

Au total, la variable générationnelle nous semble sensiblement contribuer à éclairer l'évolution du militantisme pro-européen au cours de la période la plus faste de son histoire, dans ses aspirations successives comme dans ses principaux clivages. Il n'est pas seulement question ici de « classes d'âges », même si l'on note une incontestable proximité d'âges entre les principales figures du militantisme européen à chacune des époques que nous avons évoquées. Ce qui cimente d'abord chacune de ces générations militantes ce sont le ou les événements qui ont contribué à façonner sa

²⁸ Manifeste de Ventotene, juin 1941, cité dans B. Bruneteau, *Histoire de l'idée européenne...*, op. cit., p. 192.

²⁹ Paul Ramadier, « La réalité européenne », *L'Aveyron libre*, 15 mai 1948, p. 1, disponible en ligne sur <http://www.ena.lu?lang=1&doc=29503> (page consultée le 30 juin 2009).

³⁰ *Ibidem*.

Jean-Michel Guieu, « Le militantisme européen, une approche générationnelle (des années 1920 au début des années 1950) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°10, janvier-avril 2010, www.histoire-politique.fr

conscience européenne et à nourrir son engagement militant (la Grande Guerre, la crise des années trente, la résistance aux totalitarismes, etc.) ; c'est ensuite la nature de son projet européen (du respect scrupuleux des souverainetés nationales au fédéralisme le plus abouti) ; c'est enfin sa volonté, plus ou moins affichée, de rupture avec l'activisme de la génération précédente et sa tentative d'imposer une nouvelle approche du militantisme qui serait plus à même de conduire au succès de l'idéal européen.

Cependant, il ne faut pas conclure à l'affrontement généralisé des différentes générations de militants, même si cet aspect générationnel génère d'évidentes tensions au sein du courant européen, affaiblissant par là-même sa capacité d'influence : certes, quels points communs entre l'Europe d'un Herriot et celle d'un Alexandre Marc ? Néanmoins, la coexistence des générations est nécessaire et inévitable, y compris au sein d'un même mouvement, et elle n'empêche pas de s'efforcer de faire cause commune dans l'intérêt supérieur de la cause européenne.

La composante générationnelle n'est enfin qu'une des variables à l'œuvre dans la structuration et l'identité de l'euro-péisme militant : son effet est plus ou moins sensible selon les époques et, surtout, elle se conjugue à bien d'autres facteurs créant d'incontestables solidarités ou rivalités – que l'on songe, notamment, aux origines intellectuelles ou spirituelles des militants, à leur appartenance nationale ou à leur engagement partisan.

L'auteur

Jean-Michel Guieu est maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université de Paris 1 et membre de l'UMR « IRICE ». Il a récemment publié *Le Rameau et le Glaive. Les militants français pour la Société des Nations* (Presses de Sciences Po., 2008).

Résumé

L'entre-deux-guerres comme les lendemains de la Seconde Guerre mondiale sont marqués par l'apparition et le développement d'un certain nombre de mouvements défendant des projets d'unité européenne de contenu fort varié.

L'approche générationnelle, utilisée de longue date et avec succès par l'histoire des idées (notamment, par l'histoire littéraire, puis par l'histoire des intellectuels), peut-elle se révéler pertinente pour comprendre les évolutions de l'histoire du militantisme européen ? Ne peut-on pas identifier des spécificités communes à chaque génération de militants, chacune ayant une façon nouvelle de sentir et de comprendre l'unité européenne différente de la génération précédente ? C'est à ces questions que cet article voudrait essayer de répondre.

Abstract

The inter-war years, like the aftermath of World War Two, saw the appearance and development of a number of movements promoting widely diverse projects for a united Europe. Can the generational approach, used successfully and for a long time in the field of the history of ideas (including literary history and intellectual

Jean-Michel Guieu, « Le militantisme européen, une approche générationnelle (des années 1920 au début des années 1950) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°10, janvier-avril 2010, www.histoire-politique.fr

history), prove to be relevant for our understanding of the evolution of the history of pro-European activism? Can we not identify characteristics common to each generation of activists, each one with a new way of feeling and understanding European unity which is different from the previous generation? These are the questions that this article attempts to answer.

Mots clés : Histoire de l'idée européenne ; militantisme européen ; mouvements fédéralistes ; entre-deux-guerres ; Seconde Guerre mondiale.

Keywords: *History of European idea; Pro-european Activism; Federalist movements; Interwar Period; World War II.*

Pour citer cet article : Jean-Michel Guieu, « Le militantisme européen, une approche générationnelle (des années 1920 au début des années 1950) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N°10, janvier-avril 2010, www.histoire-politique.fr.